

« Présentation »

Sociologie et sociétés, vol. 11, n° 2, 1979, p. 3-10.

Pour citer ce document, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001584ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Présentation

Ce n'est pas tout à fait un hasard si ce numéro de *Sociologie et sociétés* porte sur la question du développement national dans une économie mondialisée. À la veille d'un référendum sur la souveraineté, la conjoncture québécoise favorise la poursuite de la réflexion sur un problème auquel la plupart des sociétés contemporaines sont confrontées. Il y a, bien sûr, le fait que la souveraineté politique du Québec, encore recherchée, et probablement gagnée à plus ou moins long terme, pousse à sortir des limites des luttes qui sont d'abord internes : internes au Québec à cause de l'affrontement des forces sociales autour de la question nationale ; internes au Canada menacé par d'intenses fissurations qui conduisent, au minimum, à une réorganisation constitutionnelle majeure. Mais leur aboutissement pose immédiatement la question de la place du Québec et de son développement dans le contexte international, cette fois, directement affronté. Il y a aussi, et de façon beaucoup plus générale, la question, apparemment de plus en plus théorique, de la possibilité d'une souveraineté économique donnant son plein effet à la souveraineté politique, alors même que l'économie mondiale se trouve de plus en plus intégrée et que l'État nation, dans ce nouveau contexte, voit son statut profondément remis en cause et transformé.

En fait, la question du développement national dans une économie mondialisée a déjà fait l'objet d'une quantité non négligeable d'analyses. Amorcé à travers l'étude des rapports entre l'État national et les entreprises multination-

nales, considérablement enrichi par les analyses latino-américaines sur la dépendance et le développement, le débat s'est progressivement élargi.

La discussion, mais aussi les luttes autour de ces enjeux, sont cependant loin d'avoir encore atteint les dimensions relatives à un tel problème ; d'abord parce que le nouveau système global n'est pas encore totalement constitué, ensuite parce que ce ne sont pas seulement les pays de la périphérie qui se posent cette question. En effet, les contradictions entre le système transnational et le développement national sont présentes à peu près partout, bien que leur intensité soit très variable selon les pays.

L'analyse du nouveau système capitaliste mondial porte évidemment à des conclusions pessimistes. Dans les pays de la périphérie, il n'apparaît plus possible, de bâtir un système économique national. Dans les pays du centre, la maîtrise des économies domestiques est de plus en plus difficile. Dans ce contexte, les mouvements tournés vers l'accroissement de la souveraineté nationale peuvent sembler voués à l'échec.

D'un autre côté, on ne peut se satisfaire d'un schéma où un système transnational régirait de façon déterministe et à la limite uniforme l'ensemble des rapports sociaux au sein de chaque société. S'il est évidemment essentiel de mettre à jour les contradictions relatives à l'émergence d'un nouveau système global, d'en révéler les formes, les grandes tendances et de les expliquer, il est tout aussi indispensable d'en situer l'impact spécifique par rapport à chaque ensemble sociétal. En fait la logique, externe, des firmes multinationales ne peut pas toujours s'imposer. Il faut compter avec les enjeux du développement propres à chaque formation sociale, aux luttes des forces intérieures autour du contrôle de l'accumulation, au rôle des États.

La tendance à la globalisation ne va certes pas sans susciter réflexes protectionnistes et conduites de défense corporatistes, mais elle suscite aussi, *et au-delà*, des luttes de plus en plus organisées contre la vassalisation et l'intégration dépendante, des affrontements de plus en plus nets, des tenants du développement transnational et des tenants d'un développement plus autonome qui hypothèque moins les projets de transformation sociale.

Si d'un côté donc, la souveraineté économique nationale semble de plus en plus perdre de son sens dans un système capitaliste en voie d'intégration à l'échelle mondiale, on observe, de l'autre, la montée de mouvements nationalistes de nature diverse, surtout dans les sociétés dépendantes mais aussi au sein de pays industriels avancés. Par ailleurs de nouveaux rapports, pouvant aboutir à une appropriation plus grande des instruments de développement « national », s'établissent dans un certain nombre de pays : par exemple, les nouveaux rapports centre-périphérie qui favorisent une plus grande rétention locale du surplus, que ce soit à travers la valorisation des ressources naturelles ou l'engagement direct de l'État dans l'industrialisation. Ceci pourrait indiquer qu'à l'intérieur du nouveau système global existent des marges de liberté sur lesquelles peuvent notamment jouer les sociétés dépendantes sous certaines conditions.

Ces nouveaux éléments, n'impliquent pas, cependant, que l'ordre économique capitaliste soit mis en cause. Dans de nombreux cas, ils ont même conduit à sa consolidation et à son élargissement. La question du développement national ne peut donc, en fait, être dissociée du jeu des forces sociales en présence puisqu'il faut savoir pourquoi et au bénéfice de qui peut s'obtenir plus de souveraineté. Le problème fondamental que rencontrent alors les mouvements nationaux (dont on ne peut ignorer la présence, sinon la force) est de réussir à articuler l'objectif d'accroissement du contrôle de la société sur l'accumulation avec un projet collectif qui oriente la croissance en fonction des intérêts populaires.

Tels sont, donc, les principaux problèmes, abordés sous des angles variés, toujours complémentaires, par les auteurs qui ont donné forme à ce numéro de *Sociologie et sociétés*.

Le premier ensemble de textes, présenté ici, s'inscrit dans le cadre d'une réflexion générale sur le mode de constitution, les structures, les grandes tendances, l'impact sociétal et les éléments de rupture possible du capitalisme mondial. Trois textes donc, qui permettront à travers trois approches relativement différentes, mais souvent convergentes, d'appréhender la nature du nouveau système global.

Le texte d'Alberto Martinelli nous permet d'aborder d'emblée l'impact des firmes transnationales, principaux agents d'intégration de l'économie à l'échelle mondiale, au niveau du système politique, du travail et de la culture. L'intérêt de cet article est d'offrir dans un espace ramassé une vue d'ensemble particulièrement claire et détaillée des problèmes posés par les transnationales dans les pays d'origine et les pays d'accueil. Qu'en est-il par exemple de l'affaiblissement de la souveraineté nationale ou de la capacité de déstabilisation d'un régime? Quels sont les enjeux et le jeu de la relation dialectique qui s'établit entre les firmes multinationales et les États nations? Quels sont les facteurs qui, malgré tout, permettent à l'État nation de remplir ses fonctions au niveau de la légitimation, de la cohésion sociale et de l'accumulation? En ce qui concerne le travail, quel est l'impact des transnationales sur l'emploi, le chômage, les relations industrielles? Comment profitent-elles de l'inorganisation du mouvement ouvrier à l'échelle internationale et de la fragmentation des marchés du travail résultant, entre autres facteurs, de la délocalisation de la production? Quel est enfin l'impact des transnationales sur les valeurs et les modes de vie? L'imposition, à travers les mass média qu'elles contrôlent, de modèles de consommation et de valeurs étrangères à la culture autochtone n'induit-elle pas des distorsions sociales profondes tout en facilitant l'incorporation de la périphérie dans l'économie internationale dominée par les pays du centre? Voilà, en bref, les questions principales traitées dans ce texte qui aide à saisir les contraintes qui pèsent, aujourd'hui, sur un développement autonome.

Charles-Albert Michalet, de son côté, s'attaque avec sa clarté habituelle à un problème particulièrement important par rapport à notre objet: quel est le statut de l'État nation dans le cadre de la problématique du capitalisme mondial? Peut-on, malgré l'internationalisation de la production à travers les firmes multinationales et la transnationalisation des circuits monétaires et financiers réalisée par les banques multinationales, conserver, au niveau de l'analyse de

l'économie internationale, le paradigme traditionnel néo-classique qui fait de l'État nation le pivot des constructions théoriques, point de départ ou d'arrivée de toute analyse? Sans doute l'État n'a-t-il jamais eu autant d'importance dans la vie économique, politique et culturelle des sociétés. Mais n'y a-t-il pas aussi un décalage de plus en plus marqué entre l'espace politique (la nation) et l'espace économique puisque le capital ne se met plus en valeur sur une base nationale correspondant à l'exercice de la souveraineté de l'État? Peut-on pour autant dire que ce sont les FMN et les BMN qui aujourd'hui, à la place des États, mènent le monde? Une fois encore, l'ambivalence des rapports entre États et multinationales est mise en évidence. L'internationalisation des capacités productives des pays développés et l'intégration des pays moins développés dans le système, par lesquelles se réalise l'extension du mode de production capitaliste, passent, au nom du développement, avant le contrôle de leurs propres économies. Et il n'y a pas encore de contre pouvoir.

Quand on parle du système mondial, on fait immédiatement référence au système capitaliste. On distingue les problèmes relatifs aux pays développés et aux pays sous-développés. Par contre, on parle très peu de la place spécifique des pays socialistes dans le système mondial. N'a-t-on pas trop tendance à éviter cette question complexe ou encore n'a-t-on pas trop tendance à réduire trop rapidement capitalisme et socialisme à des modes différents d'industrialisation? La question mérite en tout cas d'être examinée sérieusement et c'est là tout l'intérêt de l'article de Mohamed Sfia qui, à travers une analyse des structures fondamentales, montre les éléments de rupture qui, dans le champ du capitalisme mondial, permettent d'avancer qu'un processus de transition au socialisme a été enclenché avec les révolutions, dites socialistes. Pour comprendre ce processus, il faut prendre comme unité d'analyse, le système capitaliste mondial qui, plus que les sociétés particulières, a été le lieu véritable de tous les phénomènes importants intervenus depuis au moins un siècle et demi, si ce n'est plus. Mais dans ce cadre, le développement des forces productives obéit à la loi du développement inégal. N'est-ce pas alors, demande Sfia, dans les zones périphériques, bloquées par le capitalisme mondial que l'histoire pose et a posé, de façon la plus claire, la question du dépassement du système en remplaçant l'articulation travail mort-travail mort par l'articulation travail vivant-travail mort?

Ces trois articles à portée générale nous conduisent à un deuxième ensemble de textes portant, plus spécifiquement, sur la conjoncture canadienne et québécoise. Ces travaux permettent évidemment d'aborder la question de l'impact sociétal de l'internationalisation du capital, mais ils permettent aussi de réintroduire le jeu des forces sociales intérieures et d'examiner, en particulier, le rôle et la signification, dans un tel contexte, du mouvement national québécois.

Dans mon propre texte, j'ai essayé de réaliser une jonction entre le mouvement de globalisation lié à la formation du nouveau système mondial et le mouvement de différenciation nationale, qui sortant du Tiers-monde touche maintenant les pays industriels avancés. Le cas de la crise canado-québécoise est sans aucun doute éclairant par rapport au processus déjà signalé d'une intégration économique croissante dans un monde politique de plus en plus frag-

menté. Aussi faut-il d'abord s'interroger sur les effets de l'intégration continentale dépendante, de l'internationalisation du capital et de la concentration sur la société canadienne. Ces phénomènes majeurs ne l'empêchent-elle pas de se maintenir ou de se constituer en champ économique autonome et surtout en unité pertinente pour résoudre la question du redéploiement industriel et du développement régional inégal? La fragmentation politique possible du Canada ne tient pas pourtant uniquement aux effets de la globalisation. Elle tient aussi à un mouvement national puissant, fondé sur la lutte contre des structures de domination/subordination entre deux nations qui pose, à travers la revendication d'une « souveraineté-association » la double question de la différenciation nationale et de l'intégration au système global pour contrer la marginalisation.

Pour bien saisir le processus d'intégration continentale dépendante du Canada dont nous venons de parler, il est essentiel de disposer de données précises sur le capital étranger, ses rapports avec le capital canadien et les tendances de son développement à long terme. C'est à ces questions que Jorge Niosi répond dans son article poursuivant ainsi l'investigation minutieuse de l'organisation du capital au Canada qu'il mène depuis plusieurs années. Analysant le groupe des 130 sociétés étrangères dont les actifs dépassent 100 millions de dollars, l'auteur propose de nouvelles perspectives sur la place (dominante? non dominante?) de la bourgeoisie compradore au Canada. Utilisant des méthodes toujours aussi systématiques pour mettre à jour les données, il cherche d'abord à établir le type et le mode de contrôle des filiales. Reprenant les interrogations maintenant classiques sur le sujet, Niosi critique les thèses sur le contrôle bancaire et financier de l'industrie américaine et nuance considérablement la théorie du contrôle interne. Par ailleurs et, pour l'instant, on ne rencontre guère d'entreprises à participation mixte canado-américaine. Mais ce clivage net entre la bourgeoisie intérieure et la bourgeoisie compradore au niveau du capital signifie-t-il une coupure entre ces deux fractions? L'utilisation de données d'autre nature apporte-t-elle des éléments nouveaux à ce sujet? Dans la dernière partie, Jorge Niosi avance l'idée, qui certainement suscitera de vifs débats, que la bourgeoisie canadienne, depuis 1970, consolide ses positions en rachetant des filiales étrangères importantes. Cette stratégie, non empreinte de nationalisme, limiterait le contrôle étranger de l'économie et par conséquent ferait décliner la bourgeoisie compradore.

Louis Maheu, par son texte très dense nous ramène au Québec et aux mouvements sociaux en posant cette fois la question complexe de l'articulation des luttes nationales et des luttes populaires au sein d'une société dépendante au sens classique, mais aussi d'une société qui fait face à un problème d'indépendance politique. Pour comprendre cette situation, il faut se reporter aux enjeux sociaux du développement marqués par la montée sociale des classes moyennes canadiennes-françaises, le mode d'intervention étatique de ces classes dans le processus de modernisation et leur propre lecture de la question nationale. Pour cette raison un fossé existe entre la lutte nationale qui prévaut aujourd'hui et un mouvement nationaliste populaire des classes subordonnées, encore en gestation, qui serait situé au point de jonction du fonctionnement et de la transformation sociale. Maheu propose donc une analyse des contraintes des luttes exercées par les classes moyennes dans le rapport avec l'État, compte tenu du

blocage institutionnel du système politique canadien, suivie d'une analyse des enjeux et des conditions de formation de mouvements sociaux populaires qui, mettant aussi en question dépendance économique et subordination politique, créeraient l'ouverture pour une transformation sociale profonde.

Le dernier ensemble de textes nous conduit au Brésil, très précisément dans l'État de Bahia, objet de politiques de développement étatiques importantes, à travers deux études portant sur des sujets différents, mais qui ne sont pas exempts de liens. L'article d'Harry Makler, fondé sur une enquête par interview proche de celle que j'ai menée au Québec, propose une analyse des rapports entre développement industriel et financement dans le Nord-Est du Brésil et de leurs répercussions sur la structure de la bourgeoisie industrielle dans cette région. Une fois posé le contexte, l'auteur montre à travers l'étude du crédit, des prêts et des taux d'intérêts consentis aux entreprises que les banques d'État par leurs pratiques discriminatoires, favorisant notamment les firmes à haute intensité de capital, marginalisent la bourgeoisie régionale associée le plus souvent aux secteurs économiques traditionnels. En fait, une véritable division du travail entre les banques semble se manifester à travers l'allocation des différents types de capitaux à chaque groupe d'entrepreneurs et d'entreprises. Cette différenciation apparaît étroitement liée aux objectifs de développement que l'État brésilien s'est assigné. Mais elle favorise finalement la pénétration du capital étranger jusque dans les secteurs traditionnels. Compte tenu des alliances entre fractions de classe impliquées par cette situation, le lecteur s'apercevra que, en quelque sorte, le texte suivant commence là où le texte de Makler nous a conduit.

En fait, nous avons choisi comme conclusion à ce recueil, un article remarquable de Luciano Martins qui permet de cerner l'ambivalence et les ambiguïtés des politiques de développement des pays dépendants dans le cadre d'un système capitaliste intégré à l'échelle mondiale. Nous retrouverons ici plusieurs des thèmes centraux abordés dans ce numéro: impact des firmes transnationales, rôle de l'État et implication des bureaucraties dans le développement, lutte contre la marginalisation et intégration au système global, contraintes et limites d'un développement «dépendant-associé»... Martins, avec la précision d'un chirurgien, dissèque ici la politique brésilienne de *joint venture* dans le secteur pétrochimique. Pour l'auteur, la tendance au développement d'entreprises formées conjointement par l'État transnational et les entrepreneurs locaux doit être analysée dans le cadre de la réorganisation en cours du système capitaliste. Or le but officiellement avoué de cette politique d'association est d'établir un rapport de force plus équilibré entre les intérêts locaux et le capital étranger. Il faut peut-être remettre en question ce postulat implicite et se demander jusqu'à quel point ces *joint ventures* peuvent limiter l'emprise des transnationales en accroissant le pouvoir compensateur des groupes locaux et aussi jusqu'à quel point l'utilisation de ces associations tend à juguler ou au contraire à renforcer le capital étranger et plus largement le processus d'internationalisation. Luciano Martins répond à ces questions à travers une analyse détaillée du processus d'élaboration de la politique brésilienne mettant en scène la bureaucratie d'État, le capital autochtone et les grandes firmes multinationa-

PRÉSENTATION

9

les. Une analyse des modes de contrôle et de financement de ces entreprises conduit à des conclusions qui mettent en question bien des représentations et dont je laisse la surprise au lecteur.

A. S.